

Puis est venu le temps de négocier cet accord commercial par lequel, selon certains, nous vendons le Canada. Nous ne vendons pas le Canada. Quand on vend quelque chose, on reçoit autre chose en retour. Ici, nous faisons don du Canada. Nous ne le vendons pas. Nous n'avons rien tiré de l'accord. Nous avons tout perdu.

Si on étudie l'accord, on s'aperçoit que l'étendue que couvrent les États-Unis est décrite en long et en large. On peut y lire:

«États-Unis»

a) Le territoire douanier des États-Unis, lequel comprend les cinquante États des États-Unis, le District de Columbia et Porto-Rico;

b) les zones franches situées sur le territoire des États-Unis et de Porto-Rico;

c) les régions s'étendant au-delà des eaux territoriales des États-Unis et qui, conformément au droit international et aux lois des États-Unis, sont des régions à l'égard desquelles ils sont habilités à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.

On a donc une définition très précise des États-Unis. Si on épluche le texte de l'accord, feuille après feuille, on ne trouve aucune définition du Canada. Pourtant, deux partenaires égaux, les Américains et les Canadiens, ont participé à ces négociations. Les États-Unis se sont donné beaucoup de mal . . .

M. McDermid: Consultez la Loi sur les douanes, c'est là que vous la trouverez.

M. Riis: Je demande au secrétaire parlementaire pourquoi la définition du Canada ne figure pas dans ce document? Peut-être le gouvernement se fichait-il du Canada. Je pense qu'il se fiche du Canada . . .

M. McDermid: Elle figure dans la Loi sur les douanes, comme vous le savez.

M. Langdon: Elle ne figure pas dans ce projet de loi.

Le président suppléant (M. Paproski): J'aimerais bien qu'on fasse preuve de courtoisie des deux côtés de la Chambre. La parole est au député de Kamloops—Shuswap.

M. Riis: Je trouve bizarre, et les Canadiens ne manqueront pas de s'en étonner, que dans l'Accord commercial canado-américain le gouvernement ait oublié de définir le Canada alors qu'il s'est donné beaucoup de mal pour définir les États-Unis. Le secrétaire parlementaire soutient sans doute que les Américains savent où se trouve le Canada et connaissent ses frontières. Mais ils ne savent pas où se trouvent nos frontières sur la côte ouest.

Combien de fois le député de Skeena (M. Fulton) n'a-t-il pas soulevé la question de la ligne A-B, endroit où les Américains veulent nous prendre des lieux de pêche et des ressources d'une importance critique sur notre côte ouest? Ils ne reconnaissent pas la définition de la frontière canado-américaine sur la côte ouest.

Nous nous souvenons tous du Banc Georges de la côte est, où chaque année il y avait des disputes entre pêcheurs américains et canadiens sur la question de savoir quels lieux de pêche appartenaient au Canada et aux États-Unis. Les États-Unis ne reconnaissent rien à ce sujet. En fait, quand les Américains regardent ce qu'il y a sous la calotte glaciaire du pôle qui

fait évidemment partie du Canada, ils disent que ce sont des eaux internationales qui n'appartiennent pas au Canada.

Vous vous souvenez peut-être, monsieur le Président, que lorsque les Américains délivraient des licences de forage en mer de Beaufort, ils prétendaient que cette mer faisait partie des États-Unis. Qu'il s'agisse du nord, de l'est, ou de l'ouest, les Américains prouvent constamment qu'ils ne comprennent pas où se trouve le Canada. Par conséquent, je trouve absolument incroyable que le gouvernement n'ait pas prévu une définition du Canada après avoir pris tant de peine à définir en quoi consistent exactement les États-Unis.

C'est simplement l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les Canadiens d'une côte à l'autre rejettent cet accord lorsqu'ils en apprennent les détails et quelles vont en être les conséquences pour notre pays. Sept Canadiens sur dix ont déclaré à maintes reprises qu'ils veulent un référendum sur cette question. Le gouvernement veut faire adopter cet accord à la hâte. Au début de la journée, il a annoncé qu'il allait imposer la clôture pour écourter le débat et faire adopter ce projet de loi avant les élections. Sept Canadiens sur dix seront offensés et se considéreront insultés si on ne leur donne pas la possibilité de se prononcer sur cet accord. Le gouvernement ne tient aucun compte d'eux et ne respecte pas le processus parlementaire démocratique.

Je ne comprends pas comment les ministériels peuvent siéger en face jour après jour, tapis sans rien dire, et accepter cette incroyable violation du système parlementaire démocratique. Et pourtant c'est ce qu'ils font. Ils restent muets, cloués sur leur siège, des heures durant.

Je vois que le député de Crowfoot (M. Malone) est présent. J'espère qu'il va prendre la parole et expliquer à la Chambre pourquoi, selon lui, nous n'avons pas besoin d'une définition du Canada dans cet accord commercial. J'espère aussi que d'autres le feront. Le gouvernement s'est donné beaucoup de mal pour donner une définition des États-Unis d'Amérique, mais le Canada, il ne faut pas y songer! Nous n'avons pas besoin d'une définition du Canada, les Américains le connaissent. Ils n'acceptent ni notre frontière de l'ouest, ni celle de l'est, ni celle du nord.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne voulait pas traverser le Canada et tenir des audiences pour que les Canadiens puissent exprimer leurs opinions. Il a réduit ce qui est manifestement la chose la plus démocratique à faire lorsqu'il s'agit d'un accord commercial aussi important. Il aurait fallu laisser à la population la chance de décider ou, tout au moins, lui donner l'occasion de s'exprimer. Les ministériels ont refusé net. L'opinion des Canadiens ne les intéressait pas. Il n'était donc pas question de se déplacer. Nous avons proposé de télédiffuser les audiences afin que les auditeurs puissent, de leur salon, suivre le débat et entendre les témoins, mais le gouvernement n'était pas d'accord. Il ne tenait pas à ce que les Canadiens se renseignent, sachant fort bien qu'à mesure qu'ils constatent que cet accord signifie à terme l'abandon du Canada, ils le rejettent tout bonnement.